



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif
Tel : 01 49 58 35 85 – Télécopie : 01 49 58 35 33 – Mel : sntrscgt@vjf.cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°335 du 16 octobre 2023

SOMMAIRE

Spécial Commission Exécutive du 19 septembre 2023

- Rapport du BN à la CE du SNTRS-CGT du 19 septembre 2023
- Relevé de décision de la CE du mardi 19 septembre 2023

Rapport du BN à la CE du SNTRS-CGT du 19 septembre 2023

présenté par F. Bonnarel

Les trois mois d'été de l'année 2023 ont été les plus chauds depuis que les données sont enregistrées.

Les conséquences, ce sont les canicules à répétition hors des périodes habituelles : 2eme quinzaine d'août, début septembre.

Mais aussi les incendies, comme au Canada ou en Grèce.

Les pluies diluviennes, notamment celles de la tempête Daniel qui ont frappé le nord de la Grèce et la Lybie, Lybie où la catastrophe a atteint des proportions hallucinantes sans la couverture médiatique et la volonté d'assistance internationale qui a à juste titre été attribuée aux conséquences du terrible tremblement de terre marocain.

Le mode de production inhérent au capitalisme, régulé non par les besoins humains, mais par le niveau du taux de profit est responsable.

Je travaille dans les sciences de l'univers, la question ce n'est pas sauver la planète qui continuera à vivre et à évoluer avec ou sans nous pendant des milliards d'années, la question, ce sont les conditions de vie pour l'humanité d'aujourd'hui et de demain. Les plus riches, détenteurs du capital, auront toujours les moyens de ne pas subir (ou de réparer) les conséquences du réchauffement climatique sur leur propre vie, mais pas les autres et ce d'autant moins qu'ils seront pauvres ou démunis.

On ne limitera pas le réchauffement climatique sans faire reculer le capital et sans imposer les bonnes décisions collectives, notamment par la maîtrise publique de l'énergie, la réindustrialisation décarbonée et non polluante de la France, un grand plan de réhabilitation des logements, la mise en place de transports en commun efficaces et à prix abordables et de nouvelles mobilités, j'en passe et des meilleures.

En aucun cas ce n'est aux salariés les plus modestes, aux fonctionnaires qui font tourner le service public, de se sacrifier pour obtenir la décarbonation.

Cessons la culpabilisation individuelle et tournons-nous vers les vrais responsables pour imposer les bonnes solutions.

Après l'Afrique où elle est endémique, et largement confortée par les puissances extérieures, comme en Lybie il y a douze ans ou après l'Irak, l'Afghanistan, la Syrie où elle a engendré de nouvelles forces de terreur et d'obscurantisme, la guerre est de retour en Europe ; Aux cotés des souffrances indicibles du peuple ukrainien, mais aussi des soldats russes envoyés à l'abattoir, une conséquence directe chez nous c'est l'augmentation faramineuse du budget de la défense. Il pèse sur le budget de l'état. La loi de programmation militaire 2024-2030 s'élève à 413 milliards pour 7 ans, soit près de 60 milliards par an ou le double de la mission enseignement supérieur recherche de la France.

Dans quel but : poursuivre toujours plus loin la confrontation des puissances occidentales ou atlantiques contre les nouvelles puissances capitalistes issues du socialisme, comme la Russie et du sous-développement comme l'Inde, ou des deux comme la Chine.

Gardons-nous de tomber dans les écueils dans lesquels la plus grande partie du mouvement ouvrier, du syndicalisme aussi est tombé il y a plus d'un siècle (presque 110 ans) quand les ouvriers et les paysans de France partirent la fleur au fusil repousser ces germains, ces barbares de l'est.

C'est un combat difficile mais refusons le réarmement et le financement de la guerre ici et agissons pour les cessez le feu immédiat et pour la paix en soutenant toutes les initiatives dans le monde qui peuvent y aider, toutes les forces syndicales, politiques, étatiques qui veulent la paix.

Du côté de la situation sociale, la bataille des retraites s'est suspendue sur ce qui ressemble à une défaite. Mais comme disait notre Secrétaire Générale confédérale Sophie Binet samedi dernier à la fête de l'Huma, c'est une victoire à la Phryrus : Macron n'a plus aucun soutien dans le pays. Il est nu. 80000 spectateurs de Rugby le sifflent lors du match d'ouverture !!!

Les dix minutes qui suivent s'inspirent largement de ce qu'a dit Sophie samedi que j'approuve totalement.

Le mouvement syndical sort plus fort aux yeux des salariés. Il reste uni sur de grands objectifs. Il ne renonce pas à faire abroger la loi et exige aussi d'autres mesures sur l'emploi et le niveau de vie par la hausse des salaires face à la terrible inflation.

Macron n'a gagné qu'à cause de la 5^{ème} république, un système à bout de souffle, qui permet aux gouvernants d'imposer leurs solutions favorables au capital contre l'avis du peuple.

Les libertés syndicales sont aujourd'hui en danger. La répression qui touche des camarades comme Sébastien Menesplier ou des dirigeants qui animent des luttes pour l'emploi comme à CLESTRA à Strasbourg. Sophie a parlé du ruissellement de la répression car l'attitude répressive de l'état encourage le patronat à aller dans le même sens.

C'est dans ce cadre de répression anti syndicale qu'il faut situer les marches de samedi 23 septembre qui dénoncent la répression des libertés syndicales ou autres, mais aussi les violences policières ou le racisme systémique. Il faut assurer leur succès en les popularisant auprès de nos collègues.

Voyons aussi que la politique du pouvoir peut préparer le terrain à une prise de pouvoir de l'extrême droite. Les outils sont en place pour l'arrivée aux manettes, sur fond de colère sociale et de ressentiment populaire, d'un pouvoir encore plus autoritaire, s'attaquant aux libertés collectives et individuelles, à la culture, tout en institutionnalisant le racisme et la xénophobie.

Dans ce cadre, le mouvement syndical aborde la prochaine conférence sociale du mois d'octobre, concédée par le gouvernement, et prépare de façon unitaire sa manifestation du 13 Octobre.

La première question c'est celle des salaires, des traitements et des pensions : il faut les augmenter !

La seconde question c'est l'égalité salariale femme / homme toujours pas réalisée.

La troisième question c'est de mettre fin aux exonérations sociales qui piègent les salaires vers le bas et assèchent le financement de la sécurité sociale.

Et d'une manière générale il faut remettre en cause la non conditionnalité des aides aux entreprises. La totalité des aides, dont notre fameux CIR c'est 200 milliards par an, soit près de 7,5% du PIB et près du tiers des crédits de l'état. Imagine-t-on ce qu'on pourrait résoudre comme problème si cet argent servait réellement le bien commun et pas les profits des actionnaires ?

Et puis il faut réindustrialiser la France pour créer de l'emploi notamment dans l'immense chantier de la décarbonation de l'énergie, de la production et des modes de vie. Il y a encore 5 millions de chômeurs en France. Seuls les métiers les plus mal payés et aux mauvaises conditions de travail sont en tension, en réalité.

Pour aborder cette conférence sociale dans de bonnes conditions il faut améliorer le rapport de force en faveur des salariés. C'est tout le sens de la manifestation du vendredi 13 octobre, dont il faut préparer le succès.

Un autre chantier concerne lui, les fonctionnaires, celui de la protection sociale complémentaire. Il tarde à se mettre en place en raison de difficultés sur le volet prévoyance, celui qui fait qu'un fonctionnaire malade puisse continuer à toucher sa rémunération. Josiane qui suit cette question avec l'UFSE y reviendra plus en détail dans la discussion.

Le budget 2024 du pays se prépare : il sera présenté au conseil des ministres mercredi prochain. Il sera marqué par l'austérité avec la fin du bouclier tarifaire et la perspective de réduire le déficit et la date pour repasser au-dessous des 3% du PIB de déficit en 2027.

Pour l'ESR, la MIREs, nous n'avons pas encore les chiffres, mais nous savons déjà qu'il n'y aura pas cette année 2023 de compensation de l'augmentation du point d'indice de juillet dernier, comme ce fut déjà le cas en 2022. Les établissements, universités et organismes sont invités à puiser dans leurs fonds de roulement non gagés par la ministre elle-même.

Pour l'enseignement supérieur, c'est Macron lui-même qui nous explique que le taux d'encadrement des étudiants est selon lui très bon et qu'il faut faire des économies en supprimant les cours... sans étudiants !!!

En matière de recherche la ministre dans sa conférence de presse du 14 septembre a annoncé que les principales préconisations du rapport Gillet allaient s'appliquer.

Il s'agit pour elle de mieux piloter le système pour mieux rassembler nos forces.

Ses objectifs : la création d'agences de programmes (thématiques). On rappelle que pour le rapport Gillet il s'agit d'un nouveau rôle qui doit rester « étanche » du rôle d'opérateur de recherche.

En regard l'affirmation des grandes universités de recherche comme pilotes à l'échelle des territoires de l'innovation et de la formation, en s'appuyant sur les PUI, projets PIA, Contrats Objectifs Moyens Performance. Ceci ne concerne pas bien sur 80% des universités qui par défaut deviendraient des collèges universitaires de premier cycle s'appuyant de moins en moins sur la recherche.

La ministre promeut l'autonomie, la responsabilité, les performances. Elle ne parle pas en détail dans son interview du mandat unique de gestion des UMR confié à l'hébergeur c'est à dire dans la grande majorité des cas l'université. Mais l'expérimentation a commencé. Elle ne parle pas non plus de super préciput ni de l'HCRES.

En réalité ce point final à la réorganisation de la recherche à laquelle nous sommes soumis depuis 20 ans a pour but de parachever la marchandisation du savoir et de sa production.

Nous devons non seulement contrer les dispositions les plus délétères du rapport Gillet mais exiger une véritable libération de la recherche en nous appuyant sur nos propositions affirmées au moment de la préparation de la LPR et réaffirmées, affinées à chaque élection depuis. La recherche c'est un bien commun, ce n'est pas la compétitivité des entreprises capitalistes.

La ministre parle des libertés académiques, dit qu'elles doivent être défendues qu'il faut une libre parole des enseignants chercheurs et chercheurs mais aussi l'acceptation de leur part de la critique. Soit ! Mais elle ne dit rien sur les contraintes imposées aux mêmes par les mécanismes de financement qui sont une vraie entrave à la liberté de recherche.

Un dernier avatar du nouveau management public, c'est l'affaire de la nouvelle procédure mission au CNRS. Ainsi voilà ce qui se passe quand on met la gestion des ressources et l'économie des ressources avant le respect des missions fondamentales. On obtient le contraire de ce qui est soit disant recherché. Patrick et Josiane nous diront hier ce qui s'en est dit hier 18 septembre à la PDG OS.

Hier, il y avait une réunion des élu.e.s SNTRS des sections du comité national.

Nous avons longuement débattu du travail en section, des difficultés et des priorités à mettre en avant.

Concernant l'évaluation nous formulons le projet d'une lettre du syndicat aux Directions d'instituts, au DGDS Alain Schuhl, aux présidentes et présidents de section. Il faut des élus C et des visites en présentiel. Il faut aussi des visites indépendants HCRES du comité national dans les labos, notamment du côté des élus C.

Concernant les CPJ, nous avons formulé le projet d'un courrier collectif des élu.e.s SNTRS pour préconiser de faire un bilan des conséquences de leur mise en place au CNRS.

Nous engageons aussi une réflexion sur les difficultés et la perte de rôle des élus C, cantonné à des tâches rébarbatives et exclu des tâches importantes.

Je vous remercie de votre attention.

Relevé de décision de la CE du mardi 19 septembre 2023

- **Rapport introductif**

Etabli par François Bonnarel (voir ci-dessus)

- **Actualités**

Réflexions : sur les départs de personnel dans les DR. Demander une enquête sur les départs au CNRS dans le cadre de la CNDP.

Patrice M : instances de dialogues CNDP, CNDS et en région CRDPS. Prochain ODJ le 28/09 CNDP, sollicite des camarades pour être dans les instances, message du secrétariat en ce sens.

- **Organisation des groupes de travail pour le prochain congrès du SNTRS-CGT**

Appel à rejoindre le GT 31^{ème} Congrès : faire un message à la CE et aux secrétaires de sections (Habiba)

- **Communication sur Etamine/mission**

Adoption de la communication sur Etamine, communiqué finalisé par un sous-groupe de la CE en séance.

- **Désorganisation du travail dans les organismes**

- Réflexion : organiser une JE sur le sens du travail
- Organiser des AG dans chaque DR
- Faire un BN élargi pour discuter des difficultés

- **PSC et prévoyance**

Vote par la CE sur l'accord Prévoyance – à faire à la prochaine CE si le calendrier le permet.

- **Points divers**

- Collectifs Ferc : faire remonter des noms de camarades intéressés auprès de secrétariat. Validations obligatoires en BN (règle FERC).

- Collectif fédéral	Candidature
QVS et organisation	☐
Formation syndicale	☐
Elections professionnelles	☐
Communication	☐
Animation / Éduc'Pop	☐
Déploiement	☐
DLAJ - Droit, libertés et actions juridiques	☐
Doctorant·es	☐
Enseignement Supérieur ; Recherche	☐
Écologie	☐
Femmes - mixité	☐
Formation professionnelle	☐
International et solidarité	☐
Laïcité et syndicalisme	☐
Lutte contre les discriminations	☐
Lutte contre le racisme	☐
Lutte contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques	☐
Accueil des migrant·es	☐
Questions éducatives	☐
Sport	☐
Travail santé	☐

- Cooptation validée par la confédération : Patrick pour la recherche et Dina pour l'international
- Webinaire (Lorena) : formations spécialisées des RP le 5 octobre du 14 h à 17 h
- Une journée en présentiel avec les mandaté·e-s, collectif à la CE de décembre.